

EVA VOLDŘICHOVÁ BERÁNKOVÁ

**Communautés juives de Montréal :
les batailles des anglophones, yiddishophones et francophones
pour le droit à l'éducation**

The English speaking Jewish population in Montreal has always been educated by the Protestant minority, against the will of the Catholic majority and in very discriminatory conditions. That is why the Yiddish speaking immigrants of the first half of the 20th century decided to found their own primary and high schools, outside the official Canadian education system. The third wave of Jewish immigration, which started to come since 1950 and mostly consisted of French speaking population, emphasized not only the French language (promoted by the Quebecois government as well), but also Judaism (feared as a potential violation of the principle of « laïcité »). These three historical examples show that whatever the Jewish strategy and efforts were, their communities have never disproved the Canadian anti-Semitic prejudices.

« L'anglophone financièrement assimilé »

Officiellement, les Juifs ne sont arrivés au Canada qu'après la conquête britannique (1759-1763), car sous le Régime Français, des non-catholiques n'avaient pas le droit de résider en Nouvelle-France. Cette interdiction remontait à 1637 et a été due à Richelieu qui voulait assurer aux marchands catholiques le monopole du commerce dans la colonie.

Rien d'étonnant alors que, dès le début, les Juifs canadiens ont été pour la plupart originaires de la Grande-Bretagne, anglophones sur le plan linguistique, orthodoxes du point de vue de la religion et commerçants de profession. En 1768, ils fondent à Montréal la congrégation *Shearith Israël* (les vestiges d'Israël) et construisent une première synagogue sépharade (Anctil-Robinson, 2010 : 23-37). Parallèlement, en 1840, une seconde synagogue est ouverte, cette fois-ci par des Juifs ashkénazes d'origine allemande et polonaise. Elle est appelée *Shaar Hashomayim* (les portes du ciel). En 1882, un troisième *Temple Emanu-El*, inspiré de la Réforme américaine, joint les deux premiers.

Relativement peu nombreux (1000 personnes en 1881, 7600 en 1901), les Juifs des trois obédiences réussissent très bien sur le plan social. Ils sont bientôt appelés les *uptowners*, parce qu'ils habitent le haut du Mont Royal et leurs familles se confondent avec l'élite anglo-protestante (King, 2002 : 128).

Or, même une communauté aussi dynamique et aussi désireuse de s'intégrer à la société d'accueil achoppe sur un problème, celui de l'éducation.

En effet, en 1867, l'article 93 de l'*Acte de l'Amérique du Nord Britannique* (la constitution canadienne) confie la responsabilité de l'éducation aux législatures provinciales. L'État fédéral se désengage progressivement du champ de l'éducation et

en confie la gestion à l'Église catholique d'une part et aux élites éducatives protestantes d'autre part (Audet, 1964 : 34).

Ainsi, une *Commission des écoles catholiques de Montréal* gère les franco-catholiques de la ville, tandis que la *Protestant Board School Commission of the City of Montreal* encadre les anglo-protestants (Anctil-Robinson, 2010 : 65-90). Un petit détail cloche dans l'arrangement entre les deux camps : Que faire des Juifs, la seule minorité religieuse dont l'article 93 ignore jusqu'à l'existence ?

Les catholiques se montrent intraitables et, par la loi provinciale de 1903, ils tiennent les Juifs à l'écart de leurs écoles, ce qui les éloigne également de la communauté francophone en tant que telle (Anctil, 1998 : 236). Du côté protestant, la PBSCCM a trop peur de se voir marginalisée dans un pays majoritairement catholique et elle propose donc à la minorité juive la signature d'un arrangement scolaire qui permettrait à leurs enfants de franchir, sous des conditions très restrictives, le seuil des institutions protestantes anglophones. Pas question de nommer des commissaires juifs à la PBSCCM et le nombre de professeurs juifs (embauchés depuis 1913) sera, lui aussi, strictement réglementé.

Ainsi, les Juifs montréalais anglophones seront pendant tout un siècle scolarisés contre la volonté des catholiques, par une minorité protestante qui les maintiendra dans une position inférieure et leur appliquera des conditions fort discriminatoires. Ceci durera jusqu'aux années 1960 et la Révolution tranquille.

« Le yiddishophone linguistiquement exclu »

La communauté juive de Montréal s'accroît considérablement lors de la période 1880-1914 grâce à une immigration massive de l'Europe de l'Est qui suit l'assassinat du tzar Alexandre II, les graves pogromes de Kichinev et la guerre russo-japonaise. Les Juifs nouvellement arrivés sont, certes, ashkénazes, mais très différents sur le plan socioculturel par rapport aux Juifs déjà installés (Ringuet, 2011 : 115). Ils fondent donc leurs propres congrégations, organisées la plupart du temps d'après les origines européennes de leurs membres (Autriche-Hongrie, Russie, Roumanie) et tout un réseau de soutien comportant synagogues, écoles, bibliothèques, théâtres et syndicats. La *lingua franca* adoptée par tout ce nouveau monde foisonnant est le yiddish. Les débuts sont difficiles, parce que la communauté manque cruellement de moyens. Contrairement aux *uptowners*, les *downtowners* fraîchement arrivés résident dans les quartiers ouvriers au bas de la Montagne. Les familles ont du mal à joindre les deux bouts, la jeunesse se radicalise dans le cadre des mouvements socialistes ou anarchistes.

Face aux catholiques et protestants, de plus en plus réticents à se charger de l'éducation de ces milieux aussi pauvres que féconds en enfants, les Juifs ashkénazes optent finalement pour une « troisième solitude », selon l'expression de Michael Greenstein (Greenstein, 1989), et s'offrent leurs propres écoles.

Les premières *natsyonale-radikale-shuln* (écoles nationales radicales) canadiennes ont été fondées en 1910 par le Poale-Zion, un mouvement ouvrier marxiste et sioniste (Novak, 2009 : 15). Ils ont porté le nom de Peretz après la mort en 1915 du célèbre écrivain yiddish éponyme. Très tôt, un groupe d'activistes se sépare du mouvement pour

mettre sur pied des *yidische-folkshuln* (écoles juives populaires) qui se distinguent des écoles Peretz par l'importance que l'on y accorde à l'hébreu.

Au milieu des années 1940, il est créé à Montréal également une *shul* d'orientation communiste appelée Morris-Winchevsky.

Plusieurs étranges dichotomies ne manquent pas de se produire alors : tandis que les *uptowners*, dénonçant les risques de ghettoïsation, valorisent une école séculière qui favoriserait l'insertion des Juifs dans la société canadienne, les *downtowners* sont au contraire promoteurs d'une école séparée où seraient transmises les traditions culturelles et religieuses juives.

Et tandis que les radicaux mobilisent la population montréalaise en faveur d'une révolution socialiste, les orthodoxes ouvrent des institutions plus que traditionnelles, basées sur les modèles est-européens, telles que le *kheyder* (école primaire), la *yeshive* (école talmudique pour garçons), la *beys-medresh* (maison de prière), la *kehile* (organisation réglementant la nourriture kasher) ou le *beys-din* (tribunal religieux).

Bref, le mouvement des *shuln* prend rapidement l'allure d'une véritable « aventure utopiste », destinée à explorer toutes les voies possibles du développement futur de la judéité, des plus conservatrices aux plus révolutionnaires (Roskies, 1993 : 155-170). Le tout se passe malheureusement en dehors des institutions officielles canadiennes qui, pour des raisons mentionnées ci-dessus, se trouvent massivement désertées par les Juifs..

Depuis les années 1930, la ville de Montréal est pionnière en Amérique du Nord dans le développement d'écoles privées juives à plein temps. Elle abrite l'un des réseaux scolaires juifs les plus vastes d'Amérique du Nord à l'extérieur de New York.

Or, le tout s'arrête au niveau secondaire. L'Université McGill (anglophone) impose vers la fin des années 1920 des règles d'administration plus sévères aux étudiants juifs qu'aux étudiants chrétiens. Le but est de réduire la proportion des étudiants juifs (qui tombe de 25% à 12% au cours de la décennie suivante) et de protéger ainsi le monopole des protestants sur les professions de langue anglaise. L'Université de Montréal (francophone) accepte seulement 4,4% des Juifs qui doivent de plus suivre obligatoirement des cours de morale catholique. Telle sera la situation jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale lors de laquelle le Canada a été tout sauf une terre d'accueil pour les Juifs (Robin, 1992 : 196).

Les choses changent peu à peu pendant la période 1946-1950 où le pays accepte une importante vague migratoire juive composée des rescapés de la Shoah qui bouleversent, à nouveau, le *statut quo* démographique de la communauté juive de Montréal (Châteauvert-Dupuis-Déri, 2004 : 210).

En effet, un pourcentage considérable représente des Juifs ultra-orthodoxes et hassidiques. Les Pieux, qui ne quittaient pas leurs pays d'origine jusqu'à la Shoah, veulent désormais recréer en Amérique du Nord les communautés dont ils sont issus et qui ont été décimées pendant la guerre. Ils s'organisent en un réseau propre de petites écoles, de synagogues et de *yeshivot* (académies talmudiques). La taille de la communauté évolue rapidement, de sorte que Montréal regroupe aujourd'hui l'une des plus grandes concentrations de Juifs hassidiques dans le monde, à l'extérieur de New York et d'Israël.

Pendant tout ce temps, l'émancipation scolaire des Juifs se poursuit. En 1954, le *Council of Jewish Educational Institutions* est fondé qui gère le financement des écoles privées. Malgré leur travail remarquable, celles-ci continuent à ne rien recevoir du tout de la part de l'État, ni les subventions, ni les taxes. Les parents juifs sont ainsi doublement pénalisés : ils doivent régler des frais de scolarité onéreux pour leurs enfants et en même temps payer la taxe pour les écoles publiques protestantes. C'est seulement à compter de 1971 que les Juifs ont au Québec des droits égaux dans le domaine de la répartition de l'argent des taxes et de l'éligibilité dans des structures administratives scolaires.

« Le francophone religieusement suspect »

À partir des années 1950, une nouvelle vague d'immigration juive arrive de l'Afrique du Nord, notamment du Maroc (qui a déclaré son indépendance en 1956), mais également d'Irak ou du Liban. Quoique sépharades, la plupart des nouveaux-venus ne se reconnaissent plus dans la liturgie de la *Shearith Israël*. Ils créent un rabbinat autonome et leur propre réseau de synagogues, placées dans les banlieues montréalaises et organisées selon les pays d'origine (Anctil-Robinson, 2010 : 234-250).

D'une part, cette nouvelle présence suscite beaucoup d'espoirs, car les sépharades de langue française servent de pont naturel entre les Juifs déjà canadisés et la majorité francophone. Or, de nouveaux problèmes surgissent : les sépharades montréalais se prononcent, certes, pour un enseignement en français, mais confessionnel (Berdugo-Cohen-Cohen-Lévy, 1987 : 198). En 1969, ils fondent la fameuse école Maïmonide qui a dû, par la suite, surmonter de nombreux préjugés et peiner pour obtenir le « statut d'intérêt public » (1972), lui permettant d'obtenir 80% de la somme allouée à chaque élève des « vraies » écoles publiques.

Quoique financièrement pénalisée, l'École Maïmonide se trouve à l'origine de l'essor actuel des écoles privées dites « ethniques » qui réunissent près de 11 000 élèves dont 7000 juifs. Au Québec, sur les 29 écoles privées ethniques on en compte aujourd'hui 16 juives, 7 musulmanes, 3 arméniennes, 2 grecques et 1 égyptienne (Anctil-Robinson, 2010 : 88).

Une nouvelle source de litiges apparaît alors. Les écoles privées juives commencent peu à peu à être perçues par une partie de l'opinion publique québécoise comme une forme d'« anachronisme dangereux » dans une société sécularisée qui a choisi de déconfessionnaliser son système d'éducation¹. Elles doivent régulièrement justifier leur existence et expliquer pourquoi leurs élèves ne se sont pas fondus à la majorité francophone.

Le présent texte démontre que cette ségrégation tant reprochée aux Juifs contemporains n'est que le résultat de plusieurs siècles de discrimination et de fermeture des écoles nationales à leur égard. Bref, si les Juifs anglophones du dix-neuvième siècle n'ont été que trop désireux de s'intégrer sur tous les plans et si leurs collègues

¹ En 1998, après plusieurs décennies de débats, le gouvernement québécois a voté une loi abolissant les commissions scolaires confessionnelles et les remplaçant par des commissions scolaires linguistiques.

yiddishophones du vingtième se sont au contraire repliés sur eux-mêmes suite au rejet de leurs enfants par les autorités québécoises, les sépharades contemporains, eux, doivent prouver à l'État que leurs écoles confessionnelles (seule solution technique pendant des dizaines d'années) ne représentent pas de danger pour la laïcité. La morale de l'histoire ? Qui veut noyer son chien...

Mais pour ne pas conclure sur une méchanceté : Montréal est progressivement devenu une destination privilégiée non seulement pour les immigrés des destinations « traditionnelles ». Dans les dernières décennies, il a accueilli également une forte population ivritophone, des Juifs ayant quitté l'Amérique Latine (notamment après la crise économique en Argentine) ou leurs collègues de l'Hexagone (de plus en plus victimes d'assauts d'antisémitisme). Ainsi, les communautés juives de Montréal parlent aujourd'hui, certes, l'anglais, le français et le yiddish, mais aussi l'hébreu, l'espagnol ou le russe. En voilà un bel exemple de diversité et également un beau défi pour l'éducation nationale canadienne.

Bibliographie

- ANCTIL Pierre (1998), *Le rendez-vous manqué. La communauté juive de Montréal face au Québec de l'entre-deux-guerres*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.
- ANCTIL Pierre, RAVVIN Norman, SIMON Sherry (2007), *Traduire le Montréal Yiddish / New Readings of Yiddish Montreal*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa.
- ANCTIL Pierre, ROBINSON Ira (2010), *Les communautés juives de Montréal. Histoire et enjeux contemporains*, Québec, Les éditions du Septentrion.
- ANCTIL Pierre (2010), *Trajectoires juives au Québec*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- AUDET Louis-Philippe (1964), *Histoire du Conseil de l'instruction publique de la province de Québec, 1856-1964*, Montréal, Leméac.
- BERDUGO-COHEN Marie, COHEN Yolande, LÉVY Joseph (1987), *Juifs marocains à Montréal. Témoignages d'une migration moderne*, Montréal, VLB Éditeur.
- CHÂTEAUVERT Julie, DUPUIS-DÉRI Francis (2004), *Identités mosaïques. Entretiens sur l'identité culturelle des Québécois juifs*, Montréal, Boréal.
- ELAZAR Daniel, BROWN Michael, ROBINSON Ida (2003), *Not Written in Stone : Jews, Constitutions and Constitutionalism in Canada*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.
- GREENSTEIN Michael (1989), *Third Solitudes. Tradition and Discontinuity in Jewish-Canadian Literature*, Mc Gill-Queen's University Press.
- KING Joe (2002), *Les Juifs de Montréal, trois siècles de parcours exceptionnel*, Montréal, Carte blanche.
- MEDRESH Israël (1997), *Le Montréal juif d'autrefois*, Sillery, Éditions du Septentrion.
- NOVAK Hershl (2009), *La Première École yiddish de Montréal, 1911-1914*, traduit du yiddish et présenté par Pierre Anctil, Québec, Septentrion.
- RINGUET Chantal (2011), *À la découverte du Montréal yiddish*, Montréal, Fides.

ROBIN Martha (1992), *Shades of Right : Nativists and Fascist Politics in Canada, 1920-1940*, Toronto, Presses de l'Université de Toronto.

ROME David, LANGLAIS Jacques (1986), *Juifs et Québécois français – 200 ans d'histoire commune*, Montréal, Fides.

ROSKIES David (1993), « A Hebrew-Yiddish Utopia in Montreal : Ideology in Bilingual Education », in *Hebrew in America : Perspectives and Prospects* (A. Mintz éd.), East Lansing (Michigan), Wayne State University Press, p. 155-170.

EVA VOLDŘICHOVÁ BERÁNKOVÁ

Université Charles de Prague

Courriel : eva.berankova@ff.cuni.cz